**Rapport de la commission du Conseil communal d'Yverdon-les-Bains
chargée de l'examen du préavis PR25.08PR
concernant
l'adoption du Règlement communal sur la distribution de l'eau et de
son Annexe 1**

Madame la Présidente,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers,

La commission a siégé le 29 avril 2025.

Elle était composée de Mesdames et Messieurs Stefania BEUTLER GABERELL, Aurélie-Maude HOFER, Rachel RYTZ, Kevin DELAY, Xavier FISCHER, Loann GAILLARD, Laurent VUITHIER et de la soussignée, désignée présidente.

La délégation municipale était composée de Mesdames et Messieurs Benoist GUILLARD, Municipal, Jean-Michel GERMANIER, Chef de service, Gaël ZBINDEN, Responsable département réseaux, Annelise DURUSSEL, Responsable des affaires juridiques. Nous les remercions pour la clarté de leurs explications.

Le 31 mars 2016, la commune d'Yverdon-les-Bains recevait une lettre du Canton lui demandant de mettre en conformité les règlements et les concessions sur la distribution de l'eau suite à la modification de la loi sur la distribution de l'eau (LDE), cela d'ici au 1^{er} août 2016.

Le délai étant dépassé depuis neuf ans, il devenait urgent de corriger cette situation afin d'éviter des recours quant aux tarifs et émoluments.

Ce nouveau règlement s'est calqué sur le modèle fourni par le Canton de Vaud, tout en s'adaptant aux contraintes du réseau communal.

Il a été soumis à :

- La Surveillance des prix de la Confédération qui a posé un certain nombre de recommandations, à savoir que les limites supérieures du cadre tarifaire ne devaient pas dépasser au maximum le 50% des tarifs actuellement en vigueur (2.95 CHF HT -> 4.42 CHF HT), que les compteurs soient installés selon les mêmes critères ou au moins selon un des modèles utilisés pour les taxes de base relatives à l'approvisionnement en eau. Monsieur Prix recommande également la mise en place de compteurs pour les arrosages et points d'eau communaux. La Commune doit éviter que les nouvelles taxes de raccordement varient de plus de 20% pour chaque type de bâtiment par rapport à la situation actuelle (2.- CHF HT -> 2.40 HT et 20.- CHF HT -> 24 CHF HT).

Chaque modification du prix vers le bas comme vers le haut nécessitera l'avis de Monsieur Prix qui communiquera ses recommandations.

- L'Office de la consommation (OFCO) du Service de la promotion de l'économie et de l'innovation (SPEI) de l'État de Vaud qui a validé le projet, le 20 novembre 2024.

La philosophie souhaitée par le législateur avec la LDE est de donner au Conseil communal la possibilité de fixer un cadre qui donne une certaine marge de manœuvre à la Municipalité.

La nouvelle loi demande d'ajouter les dispositions générales, préciser les droits et devoirs des propriétaires quant aux abonnements, selon les bases légales et consignes citées dans le préavis municipal. Mieux définir les responsabilités quant à la qualité de l'eau, préciser les prérequis pour l'obtention d'une concession, définir des standards de comptage permettant de déterminer la pratique en cas d'erreurs de comptage, revoir complètement le chapitre concernant les installations extérieures, créer l'article 42 qui interdit la mise à terre sur une conduite d'eau, ajouter un chapitre supplémentaire, en l'occurrence le chapitre XIII qui définit les recours et poursuites possibles. Quand un recours concerne les aspects techniques, l'administré peut recourir auprès de la Municipalité avant d'entamer une procédure au Tribunal, lui donnant ainsi une voie de droit supplémentaire.

Le Service des énergies a ajouté les art. 57 et 58 afin de créer deux fonds distincts :

- Fonds de renouvellement.
- Fonds de couverture.

L'annexe 1 complète fait partie intégrante du règlement communal sur la distribution de l'eau. Elle permet de répondre au canevas voulu par le Canton et définit essentiellement le montant des différentes taxes à percevoir. Le prix de l'eau est calculé en fonction de différents paramètres : taille de la Ville, coût des infrastructures, pompage obligatoire ou pas. Ces différents indicateurs font varier le prix.

Si le Conseil communal approuve ce préavis, le règlement et son annexe devront être soumis à l'OFCO, puis à la Cheffe du département de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine, avant d'être publiés dans la FAO.

La commission a pointé du doigt l'article 13 al. 2 qui précise qu'une concession ne peut être obtenue que si « l'entreprise requérante emploie à plein temps le titulaire d'une attestation d'installateur sanitaire agréé eau pour les travaux d'installation » délivrée par l'association pour l'eau, le gaz et la chaleur (SVGW).

Alors que travailler à temps partiel devient la norme, les membres de la commission estimaient que cette condition était trop restrictive. En débattant sur ce sujet avec les collaborateurs présents, lors de notre séance, il est apparu que ce n'était pas le pourcentage travaillé qui était précisé mais plutôt le fait d'interdire au détenteur de la concession de sous-traiter son mandat à une autre entreprise.

Après avoir vérifié les directives de la branche SVGW GW1 qui prévoit à l'art 2.2.3 que :

« Les personnes morales sont autorisées à effectuer des travaux d'installation dans la mesure où elles emploient au moins une personne agréée au sens des exigences s'appliquant aux personnes physiques, et que cette personne est intégrée dans l'entreprise de manière à pouvoir exercer efficacement la surveillance technique des travaux en question », la Municipalité propose la formulation suivante :

Art 13 al. 2 amendé

L'inscription ne peut avoir lieu que si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- l'entreprise requérante emploie une personne titulaire d'une « attestation d'installateur agréé eau pour les travaux d'installation » délivrée par la SVGW ;
- la personne mentionnée à la let. a) est intégrée dans l'entreprise de manière à pouvoir exercer efficacement la surveillance technique des travaux en question ;
- l'entreprise requérante respecte en tout temps les exigences prévues par les prescriptions applicables de la SVGW.

Cette nouvelle formulation a été soumise et acceptée par le Service cantonal compétent.

L'art. 14 précise que :

« L'entrepreneur qui désire obtenir une concession adresse au service une demande écrite accompagnée de la copie de l'attestation de la SVGW mentionnée à l'article 14 ainsi que des renseignements circonstanciés sur l'organisation de son entreprise et les travaux qu'il a déjà exécutés. »

En fait une erreur de plume s'est glissée dans cet article. Le renvoi mentionné est l'article 13 et non l'article 14.

Art. 14 amendé

« L'entrepreneur qui désire obtenir une concession adresse au service une demande écrite accompagnée de la copie de l'attestation de la SVGW mentionnée à l'article 13 ainsi que des renseignements circonstanciés sur l'organisation de son entreprise et les travaux qu'il a déjà exécutés. »

Conclusions :

C'est donc à l'unanimité de ses membres que la commission vous recommande, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers, d'accepter les conclusions du préavis PR.25.08PR avec les propositions d'amendements des articles 13 al. 2 et 14, soit :

- **Art 13 al. 2 amendé**

L'inscription ne peut avoir lieu que si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- l'entreprise requérante emploie une personne titulaire d'une « attestation d'installateur agréé eau pour les travaux d'installation » délivrée par la SVGW ;
- la personne mentionnée à la let. a) est intégrée dans l'entreprise de manière à pouvoir exercer efficacement la surveillance technique des travaux en question ;
- l'entreprise requérante respecte en tout temps les exigences prévues par les prescriptions applicables de la SVGW.

- **Art. 14 amendé**

« L'entrepreneur qui désire obtenir une concession adresse au service une demande écrite accompagnée de la copie de l'attestation de la SVGW mentionnée à l'article 13 ainsi que des renseignements circonstanciés sur l'organisation de son entreprise et les travaux qu'il a déjà exécutés. »

Claude-Anne JAQUIER, Présidente et rapportrice

CA-JA

Yverdon-les-Bains, le 12 mai 2025